



ANNEXE 2

RAPPORT DE LA JOURNÉE DE CONSULTATION DU 26 AVRIL



TABLE DES MATIÈRES

I. La démarche	4
A) Consulter les jeunes de 10 à 25 ans	4
1. Interroger un panel de collégiens : le projet Far Ouest	5
2. Interroger de manière quantitative	6
3. S'orienter vers les 16-25 ans : la journée du 7 décembre	7
4. Le prolongement de la démarche de consultation Erreur ! Signet non défini.	7
B) Construction de la journée du 26 avril	8
1. Le panel des jeunes présents	8
2. Ateliers du matin : partir du quotidien des jeunes	9
3. Atelier de l'après-midi : soumettre les propositions portées par le département	11
II. L'analyse des données	12
A) La proposition d'un revenu de base pour les jeunes	12
1) Les freins économiques des jeunes : premier obstacle du chemin vers l'autonomie	12
2) Un fil conducteur : promouvoir un panel d'aides	13
3) La nécessité de démarches simplifiées, des possibilités de cumul ou encore la mise en place d'une communication « positive »	14
B) Le logement 14	14
1) Des obstacles quant à l'accessibilité au logement ainsi qu'à sa pérennité	15
2) S'attaquer au parc privé ainsi qu'aux démarches d'aides	15
3) Prioriser et accompagner les jeunes dans l'accès à des logements individuels ou collectifs	16
C) CD33 – Acteur d'insertion professionnelle des jeunes	16
1) Entre difficultés d'accès à l'emploi et crainte de la perte de sens	17
2) Redonner du sens au travail par le biais d'un accompagnement professionnel	17
3) Professionnaliser les jeunesses girondines	18
D) Un label réussite 33	18
1) Une école publique en déperdition	19
2) Repenser l'école : faire naître un accompagnement renforcé	19
3) Retours des jeunes : la nécessité d'être mieux accompagner dans le parcours scolaire	19
E) S'épanouir dans son corps et sa sexualité	20
1) De la santé mentale à la santé sexuelle des jeunes	20
2) Renforcer les interventions sur la santé sexuelle	21
3) Libérer la parole des jeunes	21
Conclusion	22





Afin d'alimenter et d'enrichir la démarche amorcée d'élaboration de la nouvelle feuille de route jeunesse 2023-2027, une ambitieuse dynamique de consultation des jeunes girondines a été mise en place. Lancée par une première journée d'échanges ayant rassemblé une cinquantaine de jeunes de tout le territoire girondin, le 7 décembre dernier, cette démarche s'est poursuivie le 28 avril, journée durant laquelle plus d'une trentaine de jeunes ont été réunis. L'objectif de ce document est donc de rendre compte des échanges avec ces jeunes girondins, âgés de 16 à 25 ans, aussi bien sur leurs difficultés quotidiennes, comme sur leurs retours sur d'éventuelles propositions qui pourraient être portées par le département.

« Nous pouvons faire basculer les équilibres et créer un monde meilleur pour les générations futures. Relevons ce défi d'être la génération du changement et continuons à travailler ensemble pour construire un avenir durable. »

Jonas Chaurial, Jeunes Générations Ecologiques
Festival des jeunes « Me parle pas d'âge »

I. La démarche

Dans le cadre de la Grande Cause Départementale 2023, centrée sur la thématique jeunesse, la Vice-Présidente Martine Jardiné a formulé le souhait de construire une méthode permettant de construire un nouveau Plan Jeunesse 2023-2028. Ce Plan Jeunesse est pensé comme une nouvelle feuille de route devant guider les politiques jeunesse départementales, succédant au Projet génération 11-25, construit par la DJEC, et déployé lors de la précédente mandature.

La Mission Jeunesse, sous l'égide de la DJEC, a donc construit une méthode en 4 axes :

- Analyser, via la rédaction d'un rapport d'enquête sur la situation des jeunes en Gironde
- Fédérer, via l'organisation d'un Festival des Jeunes par et pour les jeunes les 16 et 17 mai derniers
- Consulter, via la création d'un canal d'échange permanent avec les jeunes girondines
- Proposer, via la rédaction et la formulation d'un nouveau Plan Jeunesse

A) Consulter les jeunes de 10 à 25 ans

L'ambition de cette démarche de consultation est donc d'impliquer les jeunes à toutes les étapes de la construction de la nouvelle feuille de route jeunesse du département.

Avec cette impulsion politique, la consultation est ainsi portée comme une réponse concrète face à l'envie des jeunes générations de dessiner les contours d'un futur souhaitable sur notre territoire. Cependant, il ne faut pas perdre de vue que la consultation se doit de faire sens auprès de toutes les jeunes girondines. La pluralité de ces dernières ne doit en aucun cas être un facteur de marginalisation pour certains jeunes. Ainsi, cette démarche aspire à être la plus inclusive possible en proposant à la fois aux jeunes de venir échanger ensemble comme, pour les plus difficiles à capter, de leur offrir des temps d'échanges sur leur bassin de vie.



Deux publics et deux manières d'opérer ont donc été choisies pour consulter les 12-25 ans du territoire girondin :

- Public :
 - Un public collégien (12-15 ans)
 - Un public jeunes adultes (16-25 ans)
- Méthode :
 - Une consultation « quantitative » via une enquête avec l'Institut Kantar
 - Une consultation « qualitative » via les journées de consultation organisée à Bordeaux ou sur le territoire

L'objectif ici est donc de mettre en lumière les résultats produits par la deuxième journée de consultation qualitative qui s'est déroulée le 28 avril. Cependant, il n'est pas inintéressant de rappeler quelles autres démarches de consultation ont été menées ou sont encore en cours.

1. Interroger un panel de collégiens : le projet Far Ouest

Pour mener à bien cette démarche de consultation, le département de la Gironde s'est ainsi rapproché du média indépendant « Far Ouest », dont l'association déploie des activités de sensibilisation à l'information et à la création de matériaux journalistiques. Les collégiens de deux classes, respectivement dans les établissements ruraux et urbains d'Arsac et du Bouscat, ont ainsi balayé de nombreux sujets de préoccupations quotidiennes. En se projetant dans un futur souhaitable et désiré. Le magazine qu'ils ont rédigé et maqueté s'appelle d'ailleurs : Nos futurs.

Le premier sujet qu'ils ont souhaité aborder concerne la place de la femme dans la société. Ils ont ainsi fait part d'une volonté de renverser la charge mentale subie quotidiennement par la femme mais aussi la nécessité de pallier aux freins vécus dans la vie professionnelle : allant de la ségrégation genrée lors des embauches ou encore les inégalités de rémunération.

Le passage à l'âge adulte est aussi un point d'interrogation et de questionnement pour ces collégiens. En effet, malgré leur jeune âge, ces derniers s'emparent de questions concrètes comme celles de l'insertion professionnelle. Cette projection à l'âge adulte a lancé aussi le sujet de la famille où nombreux sont ceux qui pensent voir apparaître de nouvelles pratiques et constructions familiales et amoureuses.

L'imagination du monde de demain passerait de même par le questionnement de la place de la technologie dans la santé, et plus notamment de la place des écrans auprès des plus jeunes. La santé mentale serait vouée à prendre une place prépondérante pour permettre aux jeunes d'avoir un accompagnement en marge de leur épanouissement personnel.

Face à l'urgence climatique, les jeunes renvoient le même message : l'heure est à la quête de solutions. Ainsi, les clés de réussite de la transition écologiques au niveau local résideraient dans les modes de déplacements, l'aménagement des villes ou encore dans notre façon de consommer.



2. Interroger de manière quantitative

Le projet de la commission CDJ « Concertation politiques jeunesse »

Lors des différentes séances prévues par la commission Politiques Jeunes du Conseil Départemental des Jeunes[1], les élèves se sont impliqués dans la création d'un questionnaire portant sur le thème « mon collège idéal »[2]. C'est en partant de leurs préoccupations quotidiennes que les animateurs de la commission sont parvenus à accompagner les jeunes, à l'aide de l'intervention des Dubitaristes - association d'esprit critique - et d'un sociologue du centre Emile Durkheim, pour construire des interrogations sur les sujets qui semblent toucher leur quotidien. Les jeunes élus se sont ainsi penchés sur des sujets ayant trait à leur quotidien au collège tels que : la dégradation des infrastructures, la restauration, l'écologie, les rythmes scolaires, les inégalités ainsi que l'égalité fille-garçon, l'écoute, la discrimination ou encore la question de la laïcité.

Un questionnaire d'une dizaine de questions a donc été produit par les élèves de cette Commission. L'objectif est maintenant de réussir à le faire passer aux 80 000 collégiens girondins afin d'en tirer une analyse quantitative, tout en montrant aux jeunes élèves que leur avis compte pour le Conseil Départemental.

Une enquête portée auprès des 18-25 ans

Dans cette même démarche quantitative, le CD 33 a souhaité mettre en place une enquête statistique quantitative en partenariat avec un Institut de Sondage afin d'avoir des remontées claires et les plus fines possibles des attentes et de besoins des jeunes girondins ; en alimentant les premières propositions portées en faveur des jeunes du territoire.

Grâce à des entretiens menés au téléphone, sur une durée de 15 minutes maximum, ce sondage aspirera à interroger près de 800 jeunes sur le territoire avec la mise en place d'un échantillon miroir équivalent (population « non-jeune » de 25 et plus). Les résultats de cette étude seront traités sous la supervision du sociologue de l'IEP de Bordeaux Vincent Tiberj. Plusieurs sujets y seront notamment abordés de manière exhaustive : le logement, les politiques éducatives, la précarité économique des jeunes et leur rapport aux aides financières.

[1] Dispositif girondin rassemblant un binôme fille/garçon en classe de 5ème et/ou 4ème de chaque collège du territoire, dont l'objectif est de travailler en commission annuelle et de formuler des propositions ou de créer des projets sur différentes thématiques : égalité Femme-Homme, lutte contre les discriminations, Vie au collège, Culture, ...

[2] <http://enquetes33.gironde.fr/enquetes33/index.php/438443?lang=fr>



3. S'orienter vers les 16-25 ans : la journée du 7 décembre

La première étape de la consultation fût pensée comme une phase d'accroche avec un public de jeunes girondins de 18 à 25 ans. L'angle d'approche fût celui de la projection dans le futur et de la vision de l'avenir pour la cinquantaine de jeunes présents sur cette première journée. Par des activités ludiques, les jeunes ont été amenés à réfléchir indirectement sur leur quotidien, leurs pratiques ainsi que leurs préoccupations et attentes.

Plus concrètement, la matinée a été construite autour de scénarios d'où lesquels les jeunes ont dû imaginer et projeter leurs expériences sur ces derniers. L'idée de la projection du vécu aura été de même reprise lors de l'après-midi, avec un atelier permettant aux jeunes d'imaginer la vie d'un personnage fictif, de leur âge, habitant en Gironde.

Au fil de la journée, les jeunes ont su construire un message commun : l'espoir de voir apparaître une nouvelle conception sociétale. Cette dernière permettrait, notamment, de penser une nouvelle forme de gouvernance, à la fois plus locale et plus horizontale, ou encore d'abattre les frontières sociales et territoriales.

Au-delà du message, les échanges entre ces jeunesses plurielles ont mis en lumière des valeurs communes. Les jeunes ont montré leur envie de retrouver du sens dans leur vie professionnelle, avec des métiers reliés à des causes utiles ainsi qu'à des aspirations engagées. L'environnement s'est dessiné comme un sujet prépondérant : source importante d'inquiétudes. La crise climatique devrait être à la base de la prise de responsabilités de chacun pour la préservation ainsi que la durabilité de notre écosystème. Dans une perspective plus collective, les jeunes ont montré leur envie de se mettre à la recherche d'un système plus proche et donc plus adapté à chacun aussi bien en termes de gouvernance que d'éducation. Durant l'après-midi, par leurs expériences, les jeunes ont construit des personnages fictifs ainsi que leur parcours de vie. De ceux-ci ont été conceptualisées quatre périodes fédératrices : une première allouée à l'expérimentation de l'individu, une deuxième faisant écho à l'insertion dans la vie active et enfin deux autres abordant dans une moindre mesure la période de ladite jeunesse.

Cette journée nous aura donc permis de mieux comprendre les préoccupations des jeunes et surtout, de nous imprégner de leurs réalités quotidiennes. Ces jeunesses nous ont montré leur implication, et il semblait pertinent d'en proposer une suite qui aurait comme ambition de sortir de la projection et de parler davantage de leur réalité quotidienne, tout en travaillant sur les premières ébauches de propositions mises en exergue par le travail d'analyse réalisé par la Mission Jeunesse (Enquête Diagnostic – Génération Réenchantee).

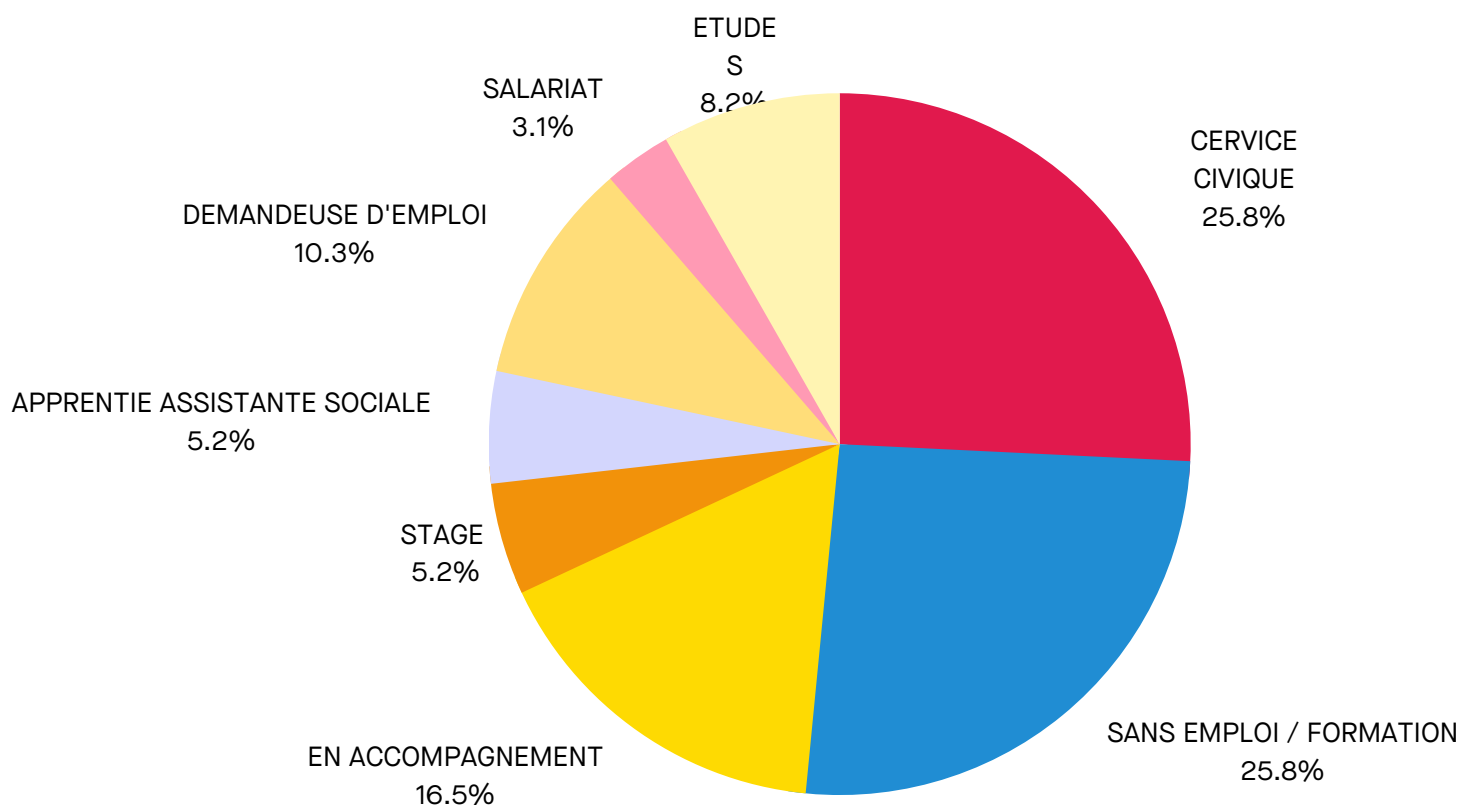


B) Construction de la journée du 26 avril

Pour faire suite à la première journée de consultation, le 7 décembre 2022, la seconde journée a été pensée à partir des données récoltées, afin de proposer un atterrissage vers une projection dans le réel. Le maître mot a donc été de s'ancrer dans une vision positive axée sur la construction/évaluation de solutions idéales, souhaitables mais aussi réelles. Cette journée fût aussi l'occasion de mettre en place une méthode d'animation en « focus group »[1] Permettant d'enrichir le propos des produits des discussions et échanges qui ont pu avoir lieu entre jeunes.

1. Le panel des jeunes présents

Une trentaine de jeunes se sont mobilisés lors de cette journée du 26 avril, notamment via l'engagement de nos partenaires (centres sociaux, missions locales ou encore associations de prévention spécialisée...). Ces jeunes ont formé un panel très hétéroclite, rassemblant des profils issus de tout le territoire girondin, et présentant des situations sociales variées.



Ainsi, ce sont majoritairement des jeunes en formation, en service civique, en accompagnement ou bien en recherche d'emploi qui sont venus au département pour donner du sens à cette démarche.



PROVENANCE DES JEUNES CONSULTES

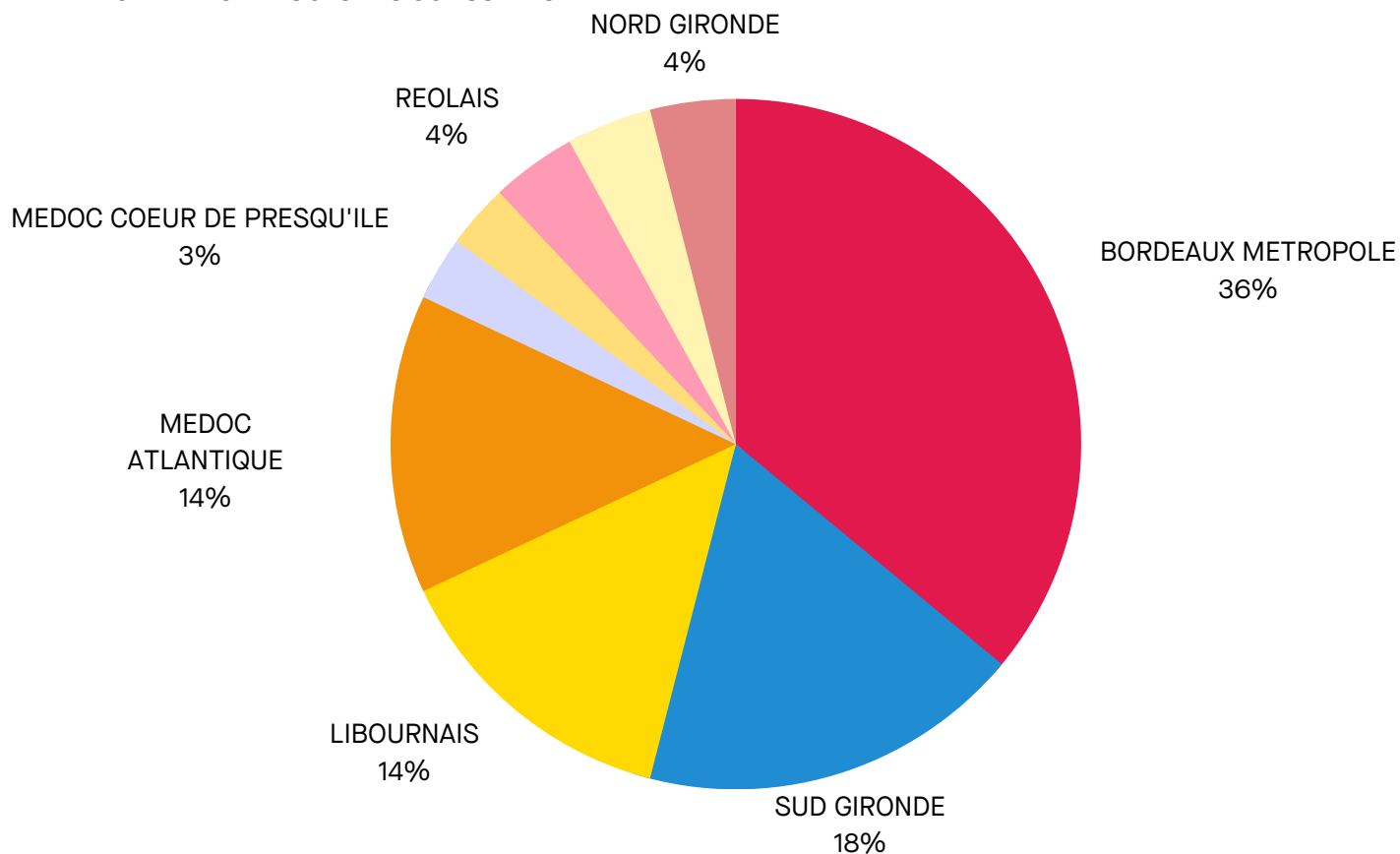


Tableau de données:

CANTON	NOMBRE DE JEUNES
BORDEAUX MÉTROPOLE	10
SUD GIRONDE	5
LIBOURNAIS	4
MÉDOC ATLANTIQUE	4
MÉDOC CŒUR DE PRESQU'ÎLE	1
CUBZAGUAIS	1
REOLAIS	1
MÉDOC ESTUAIRE	1
NORD GIRONDE	1



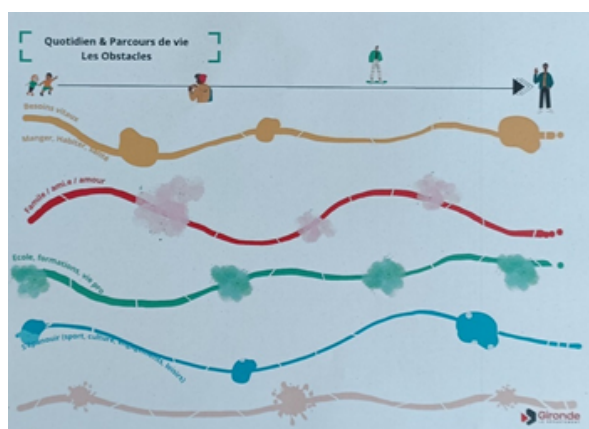
Un tiers des jeunes présents sont originaires de la métropole bordelaise, ce qui n'est pas incohérent si l'on mesure la proportion démographique que représente l'agglomération bordelaise au sein de la population totale en Gironde. Trois autres territoires, davantage ruraux, ressortent également avec le Sud-Gironde, le Libournais ainsi que le Médoc rassemblant, au total, près de 13 jeunes.

2. Ateliers du matin : partir du quotidien des jeunes

Sur la matinée, il aura été question de proposer aux jeunes de mener une réflexion, proche du déroulé de l'anti-problème. Dans un premier temps, l'objectif était de permettre aux jeunes de s'exprimer sur les difficultés qu'ils peuvent vivre ou percevoir, auprès de leurs proches, dans leur vie quotidienne. En repartant de ces mêmes difficultés, les jeunes ont ainsi dû penser à des premières idées de solutions qui pourraient améliorer leurs conditions de vie. Pour ces deux ateliers, les jeunes ont donc été repartis sous cinq tables et accompagnés d'un binôme de facilitateurs pour chacune d'entre elles.

Dessiner les obstacles vécus et perçus

La première étape de la matinée a donc consisté à permettre aux jeunes de développer toutes les difficultés qu'ils peuvent vivre ou percevoir dans leur quotidien. L'animation fût ainsi pensée selon les axes ressortis lors de la première journée de consultation : les besoins vitaux, les relations sociales, les études et formations, ainsi que la dimension des loisirs.



Imaginer des premières idées de solutions

Une fois les difficultés posées et formulées, le deuxième temps de la matinée a été centré vers l'imagination de solutions par les jeunes. Pour ce faire, un support assez libre a été proposé sur lequel les jeunes ont dû, par un premier temps individuel puis collectif, proposer des solutions concrètes pour améliorer leur quotidien.



3. Atelier de l'après-midi : soumettre les propositions portées par le département

Pour l'après-midi, une dernière animation a été pensée, dans la perspective de récolter l'évaluation des jeunes quant aux premières pistes d'intervention proposées par le département.

Citer ici les 5 pistes élaborées

C'est ainsi que ce support a vu le jour afin de guider la réflexion des jeunes autour de quatre grandes orientations :

- Amplifier : Qu'est-ce qu'il faudrait faire en plus ?
- Réduire : Qu'est-ce qu'il faudrait faire en moins ou diminuer ?
- Arrêter : Qu'est-ce qu'il ne faudrait plus faire ?
- Inventer : Qu'est-ce qu'il faudrait rajouter ou transformer ?



Dans un premier temps, les jeunes se sont rassemblés autour des sept personnes ressources choisies pour intervenir sur les différents grands axes de travail se voulant fondateurs du futur plan jeunesse :

- Le logement avec Anderson Pinho, collaborateur de cabinet au département
- S'épanouir dans son corps et sa sexualité avec Eymeric Macouillard Gillet, fondateur du Podcast « Anecdote », Joann Plusalainet, animateur de prévention en santé à la MDPS, Myrtille Bondu de Gryse, chargée de mission politique publique vie associative (DSLVA)
- « Zéro collègue ségrégué » avec Matthieu Gautier, chargé de mission jeunesse (DJEC)
- Un revenu de base pour les jeunes (RAJe) avec Magali Pautis, chargée de mission au service prévention, insertion et autonomie (DJEC)
- « Pôle emploi jeune » avec Adeline Bourgeois, chargée de mission au service des infrastructures (DI)

L'objectif était donc de permettre aux jeunes d'évaluer les propositions sur lesquelles le département travaille pour construire le nouveau Plan Jeunesse. Ainsi, l'après-midi a commencé par la présentation des cinq mesures pressenties pour devenir les axes structurants de ce dernier. Après cette brève présentation, les jeunes ont choisi, selon leur envie, les thématiques et mesures sur lesquelles ils souhaitaient travailler. Les groupes se sont ainsi composés d'effectifs égaux, en moyenne de 5 jeunes, et en toute hétérogénéité. Chacun a ainsi eu son temps de travail individuel et collectif après un échange avec les personnes ayant présentées ces thématiques. C'est ensuite, en collectif, que chacun a pu donner son avis sur la proposition en question, et évaluer activement cette dernière pour l'adapter encore mieux aux besoins et attentes quotidiennes vécues.

Suite à la présentation de l'organisation de la journée du 26 avril, il nous convient maintenant de revenir sur le fond. Ainsi, dans la seconde partie, il sera question de proposer une analyse basée sur les données recueillies au fil des échanges des jeunes lors des deux ateliers de la matinée ainsi que celui de l'après-midi.



II. L'analyse des données

La démarche méthodologique consiste à tisser des liens entre les données obtenues lors des ateliers du matin et ceux de l'après-midi. La construction de cette analyse repose donc sur les réactions des jeunes concernant chacune des cinq propositions portées[1] en lien avec les difficultés quotidiennes évoquées, ainsi que les solutions proposées par les jeunes, avant de revenir sur les retours de ces derniers sur ces grandes orientations.

A) La proposition d'un revenu de base pour les jeunes

La première proposition est celle de la réflexion autour de la mise en place d'un Revenu d'Autonomie pour les Jeunes (RAJe). Ce dernier, ambitionnant de ne laisser aucun jeune girondin sans ressources et sans accompagnement sur le territoire, a été présenté comme un dispositif visant à répondre aux situations non couvertes par le droit commun, à lutter contre les inégalités, et permettant d'éviter les ruptures de parcours. Centré autour de grands principes comme celui de la confiance, de la rapidité d'accès et de la bienveillance, le RAJe remet au cœur du débat la recherche d'autonomie des jeunes.

Plus concrètement, la première ébauche de proposition de RAJe qui a été présentée aux jeunes, aspire à toucher le public des 18 à 25 ans tout en ne fermant pas la porte à une potentielle ouverture pour les 16 et 17 ans ainsi que pour les 25-29 ans n'étant pas éligibles au RSA. L'idée serait même de ne pas imposer de critères de statut, et de permettre aussi une ouverture aux étudiants. Concernant les critères de résidence ainsi que de ressources, le RAJe bénéficierait aux jeunes résidant en Gironde depuis 6 mois, sans ressources ou avec ressources inférieures à 500 euros par mois.

L'aide perçue pourrait s'élever, au maximum, à 500 euros avec des montants variables selon les situations et pensés selon une logique de dégressivité. L'aide a ensuite été présentée comme articulée avec les dispositifs déjà existants (aides ponctuelles, aides au logement, revenus sociaux, ect...) et dans la perspective d'un nombre de mensualité à définir.

1) Les freins économiques des jeunes : premier obstacle du chemin vers l'autonomie

Pour bon nombre des jeunes présents à cette journée, la question financière revient constamment dans les échanges mais d'une manière indirecte. Les jeunes semblent adopter une posture spécifique face aux difficultés financières : leur manque de moyens semble être un constat admis et peu sont ceux qui s'en emparent de manière frontale. La période de la jeunesse serait donc intimement reliée à la mise en places de premières « barrières » et premiers « sacrifices » aux déficits de l'accès au logement, à l'alimentation, aux soins, aux loisirs ainsi qu'à la culture.

Les quelques jeunes, s'emparant de la dimension financière de manière directe, font des liens quasi intuitifs avec la perspective de l'autonomie et leur volonté de s'assumer, notamment vis-à-vis de la famille. Reliée à cette volonté d'autonomie, nombre de jeunes parlent de difficultés financières impactantes sur leur accès au logement : entre manque de moyens pour les loyers, les garanties, les cautionnements ainsi que, plus fondamentalement, aux critères de revenus attendus.

[1] Présentation des propositions portées le 26 avril et qui ignore l'avancée des groupes de travail lancés en interne



Cependant, les difficultés économiques n'impactent pas que l'accès au logement, elles se dessinent comme à la croisée des premières barrières marginalisant les jeunes les plus précaires. Le panel de jeune est ainsi revenu sur la nécessité de devoir opérer des choix quotidiens privilégiant la sobriété au détriment de la qualité. Il en est ainsi par exemple de l'alimentation. Autre dimension prégnante, celle de l'accès aux soins : il s'agirait de laisser de côté sa santé, face aux avances à effectuer et aux délais de remboursements longs, au profit d'autres postes de dépenses quotidiens et vitaux. Toujours lié à ces obstacles financiers, les jeunes ont aussi abordé un éloignement forcé de certaines formations ainsi qu'une restriction de leur mobilité.

Pour conclure, selon les jeunes, la situation économique familiale est subie et semble entraver l'autonomisation de la jeunesse. La notion de sacrifice est prépondérante et touche surtout les activités culturelles ainsi que de loisirs sur lesquels certains jeunes ne peuvent s'engager face aux choix déjà opérés concernant des besoins plus importants.

2) Un fil conducteur : promouvoir un panel d'aides

Après un état des lieux loin d'être optimiste, les jeunes ont pu se pencher sur des premières pistes de solutions à même de répondre à certaines problématiques économiques de leur quotidien. Les jeunes se sont ainsi mis dans la peau de décideurs mais au travers de leurs expériences vécues quotidiennement.

En restant dans la dimension financière, les jeunes ont imaginé la mise en œuvre d'un panel d'aides sur la mobilité, la culture et les loisirs. Ces dernières pourraient plus concrètement prendre la forme d'une pluralité de « pass » mis à disposition des jeunes pour leur permettre d'avoir des offres accessibles, et se faisant inclusives. Les prestations de santé devraient être repensées selon eux, dans le souci de ne plus obliger le versement instantané de sommes, remboursées après de longues périodes. En termes de formation, le stage devrait faire plus de sens grâce à de meilleures rémunérations, notamment grâce à une échelle selon les âges, et à la mise en place de repas à couts réduits dans les structures d'accueil.

Pour ces solutions, les jeunes se sont surtout intéressés à la mise en œuvre d'un bouquet d'offres avantageuses afin de permettre à chacun de surpasser les obstacles financiers à la croisée de plusieurs problématiques quotidiennes. Seule la question de la mobilité reste un sujet, là où la gratuité est centrale pour ce qui concerne les transports collectifs. A noter que quelques jeunes ont interrogé la mise en place d'un revenu universel pour les jeunes aspirant à garantir les mêmes chances à chacun.



3) La nécessité de démarches simplifiées, des possibilités de cumul ou encore la mise en place d'une communication « positive »

Comme déjà vu, il a été relevé que la pauvreté chez les jeunes est un phénomène plus ou moins assimilé. Ainsi, il est important de promouvoir le RAJe comme un dispositif d'autonomisation et non d'assistanat. En ce sens, il faut éviter les termes "d'aide sociale" et de "RSA jeunes". Par ailleurs, les jeunes ont exprimé leur inquiétude quant aux éventuelles abus et fraudes possibles.

Au sujet des conditions d'attribution du RAJe, les jeunes ont apprécié l'idée qu'il ne soit conditionné à aucun statut particulier et ont notamment exprimé l'importance d'y inclure les étudiants et potentiellement les mineurs. La durée de 24 ou 36 mensualités ou bien la mise en place d'une durée illimitée ont été des points de consensus. Ils ont aussi exprimé la volonté, lorsqu'il y a décohabitation parentale, de pouvoir cumuler le RAJe avec d'autres dispositifs de droit commun : tels que le service civique, la formation professionnelle, l'EPIDE, le CEJ, ainsi qu'avec un revenu d'activité jusqu'à hauteur de 800€.

Pour les démarches administratives en vue d'obtenir le RAJe, les jeunes se sont prononcés pour une procédure la plus simplifiée possible. En ce sens, ils ne sont pas opposés à la dématérialisation de la demande mais l'ont conditionné à la possibilité d'une assistance en ligne telle qu'un support téléphonique et d'une assistance physique avec un renvoi vers d'autres opérateurs labellisés pour l'accompagnement de leur demande. Aussi, ils souhaitent qu'il y ait le moins possible de pièces administratives à fournir.

Enfin, la communication autour d'un dispositif tel que le RAJe est primordiale pour que les jeunes en aient connaissance. Il s'agit notamment d'utiliser des canaux de communication qui ciblent les jeunes, et non de se limiter aux canaux de communications institutionnels tels que le site du département.

B) Le logement

Pour la seconde proposition, il s'agissait d'aborder la question du logement en présentant les grandes orientations qui pourraient être celles du CD33, à destination de la jeunesse, sur ce sujet. Pour ce groupe, les échanges ont tourné autour de la question du développement de l'offre de logement disponible pour pallier au mal logement.

Les échanges ont mis en avant la possibilité de mise à disposition de logements pour les jeunes. Une aide au financement des HLM pour les petites surfaces adaptées aux jeunes pourrait être une piste d'action, et se lier au déploiement de dispositifs innovants : logements intergénérationnels, interculturels ou de colocations.

Un autre axe de travail a été présenté avec la question de favoriser l'accès et le maintien dans le logement. Les pistes d'actions proposées sont allées de la mise en place d'un accompagnement renforcé à l'entrée dans ce dernier, à un soutien financier face aux dépenses liées à l'entrée dans le logement. Ont également été envisagées la possibilité de mettre en œuvre une garantie locative, ou encore d'une prise en charge du loyer résiduel. Cependant, toutes ces mesures devraient être couplées à un accompagnement de proximité et de qualité, indissociable de l'accès au logement, notamment pour en garantir sa pérennité. Sur ce groupe, l'idée aura été de mettre au centre du débat l'accession au logement pour les jeunes, dans des biens adaptés à leur situation, ainsi que dans des délais raisonnables d'attente. Le maître mot aura été de proposer des pistes de réflexion permettant aux jeunes de se projeter pleinement dans leur parcours d'insertion.



1) Des obstacles quant à l'accessibilité au logement ainsi qu'à sa pérennité

Les débats se sont concentrés autour des difficultés de l'accès du logement : des critères et attentes contraignantes. Le deuxième grand axe soulevé fût celui de la pérennité de l'occupation des logements, faisant écho aux nombreuses inquiétudes des jeunes issues de leur projection vers l'autonomie.

En effet, dans un premier temps, les jeunes ont fait part des obstacles vécus dès le début de la recherche de logement avec la contrainte des critères de dossier attendus. Par-là, les jeunes consultés souhaitent revenir sur les demandes de garants ainsi que les coûts importants liés au cautionnement. Les retours nous ont ensuite permis de voir les nombreuses appréhensions gravitant autour de la recherche même du logement, notamment motivées par la peur des démarches administratives pour avoir accès aux aides disponibles.

En se projetant plus loin dans le processus d'accès au logement, les jeunes présents ont fait part de nombreux points pouvant entraver la pérennité de leur présence dans ce dernier, notamment avec les dépenses liées aux assurances, à l'énergie ainsi que celles plus ponctuelles pouvant concerner des travaux éventuels à charge. Nombreux sont ceux qui sont revenus sur l'insuffisance des aides comme un facteur qui, en se joignant à l'impact d'un non-soutien familial, pourrait être à l'origine de la remise en question de l'accès à un logement pour les jeunes sur le long terme, et même à leur capacité à simplement se projeter dans ce dernier.

2) S'attaquer au parc privé ainsi qu'aux démarches d'aides

Dans ce second temps, il s'agira de rendre compte des premières pistes d'actions proposées par les jeunes en amont de la présentation de la proposition. Deux points saillants semblent ainsi identifiables : le travail à mener sur le développement du parc immobilier actuel, et le deuxième portant sur une simplification de l'accès au logement.

Les jeunes se sont ainsi attardés sur l'amélioration du parc locatif existant. En effet, selon eux, nombreux sont les logements vacants aujourd'hui disponibles et où il s'agirait de les prioriser au profit des jeunes les plus précaires. Toujours dans cette logique, les jeunes ont accordé une importance particulière au développement des logements d'urgence afin de proposer une solution face à des situations de ruptures. De plus, ils se sont imaginés mettre en place des formes de « chantier » de réhabilitation du parc immobilier par et pour les jeunes afin de développer les disponibilités locatives visant à favoriser le contexte girondin de l'accès au logement.

Enfin, une attention particulière aura été portée sur la simplicité à mettre en œuvre pour favoriser l'accès aux aides accordées. En effet, selon de nombreux jeunes, il s'avère parfois complexe de pouvoir faire valoir ses droits face à des procédures longues et fastidieuses dont ils maîtrisent mal les codes. Ils estiment qu'il serait intéressant de permettre aux jeunes de disposer de procédures simplifiées afin de ne pas les rebuter à recourir aux aides disponibles. A la recherche de simplicité, les jeunes seraient désireux de voir s'assouplir les critères d'accès au logement, notamment auprès des propriétaires afin que ces derniers tentent de prioriser ce public, dans le cadre de l'offre disponible.



3) Prioriser et accompagner les jeunes dans l'accès à des logements individuels ou collectifs

Face à l'importance de l'accès au logement dans le processus d'autonomisation, les jeunes ont ainsi relevé l'importance de mettre en place un plaidoyer permettant de soutenir les disponibilités locatives, et dans le souci d'inciter les propriétaires du parc privé à proposer des offres à destination des jeunes. L'idée pourrait être aussi de construire une plateforme publique permettant de recenser les logements disponibles et de promouvoir une possibilité d'échange entre jeunes, afin de permettre la promotion des solutions de collocation : aussi bien intergénérationnelle qu'interculturelle.

Les jeunes ont également fait part de leur envie de voir s'amoinrir la fracture informationnelle des aides disponibles au logement : flots d'informations et de dispositifs dans lesquels ils semblent se perdre quotidiennement.

C) CD33 – Acteur d'insertion professionnelle des jeunes

La troisième proposition formulée fût celle de rendre le département directement protagoniste dans l'insertion professionnelle des jeunes du territoire.

En combinant la fine connaissance des jeunes en situation de fragilité, les liens quotidiens avec les acteurs territoriaux ainsi qu'un vivier de près de 127 métiers à transmettre et pour lesquels il existe de réels besoins en recrutement, l'idée serait de mener une politique interne de formation et de recrutement en travaillant sur la notion de parcours.

Cette proposition aspirerait donc à répondre à des besoins criants de recrutement dans des services comme celui des infrastructures, de la logistique, du transport ou encore du travail social. De plus, un département, se faisant fort de proposition pour favoriser l'emploi des jeunes, se placerait en réponse aux nouvelles réalités du rapport au travail des jeunesses : entre quête de sens, et évolution de carrière. Enfin, en intégrant davantage de jeunes au sein de la collectivité, le CD33 intégrerait probablement mieux les problématiques qui leur sont afférentes.



1) Entre difficultés d'accès à l'emploi et crainte de la perte de sens

Les jeunes ont fait part de la transition difficile entre la formation et la vie professionnelle notamment à cause d'un manque d'aide à l'orientation criant dans les établissements scolaires. La sélectivité des formations ainsi que le manque de pratique rendent la projection compliquée des jeunes dans leur avenir professionnel.

Les jeunes ont aussi fait part du manque d'opportunités pour accomplir des métiers faisant sens. Très attachés à cette dimension, leur accès à emploi serait pourtant restreint par les obstacles financiers, liés à la mobilité ou encore à l'accès au logement.

Ainsi, pour beaucoup, ces contraintes pourraient être à l'origine de choix de métiers par défaut et de subsistance. Perdant la notion de sens, les jeunes se confronteraient donc, dès leur entrée dans la vie professionnelle, à une logique reposant sur le fait de « subir » leur situation et non de s'épanouir.

2) Redonner du sens au travail par le biais d'un accompagnement professionnel

Dans un deuxième temps, les jeunes en sont venus à proposer des propositions de solutions qui pourraient venir à pallier cette crainte de la perte de sens, notamment au travers du prisme de la formation et de la pratique professionnelle.

Selon les jeunes, l'objectif principal serait de redonner de l'espoir et de l'ambition aux jeunes, en permettant de sortir de la culture du « tout diplôme » grâce à la promotion de l'importance de l'acquisition de compétences professionnelles. Au travers de ces choix, l'idée serait bel et bien de permettre une véritable égalité des chances au sein des jeunes girondines ainsi que de donner à tous la possibilité de s'inscrire dans des processus de mobilité professionnelle.

Pour mener à bien ce recentrement autour de l'expérience professionnelle, il serait donc question de démocratiser les stages au sein des formations, tout en garantissant les bonnes conditions d'accueil des jeunes au sein des structures, en proposant des formations aux encadrants par exemple. Cependant, cette prolifération des stages devrait s'allier avec une refonte des systèmes de rémunération pouvant se baser, comme imaginé, sur la mise en place d'une meilleure grille de salaire, prenant en compte les âges de stagiaires.

C'est ainsi, et comme vu lors de la première journée de consultation, qu'il s'agirait de lier de nouveau les métiers avec les passions, afin de permettre aux jeunes de s'accomplir dans des métiers faisant sens. De plus, les avantages d'une meilleure insertion professionnelle pourraient avoir un effet positif sur les multiples situations de rupture inquiétant les jeunes lors de ce passage vers la vie professionnelle.



3) Professionnaliser les jeunes girondines

Les jeunes ont manifesté leur envie de voir les métiers du service public promu comme porteurs de valeurs fortes et ainsi de leur redonner un sens, et par ricochet d'aborder la notion de fonction publique. Cette même promotion, au-delà de valoriser le service public, pourrait donner naissance à l'apparition de formes d'informations innovantes : comme avec l'emploi de la réalité virtuelle.

Par une immersion, des jeunes pourraient avoir la chance d'apprendre en pratiquant un métier avec la mise en place de parcours adaptés aux situations plurielles. Cependant, ce développement des immersions devrait rimer avec la construction d'une image positive des fonctionnaires ainsi que des attitudes des formateurs en interne.

L'objectif principal serait donc de défendre les formations professionnelles, afin que l'expérience puisse être accessible à tous les jeunes du territoire, qu'elle soit formatrice, et que les opportunités de réussite professionnelle ne dépendent pas uniquement de la valeur du diplôme d'études supérieures.

D) Un label réussite 33

Dans le cadre de la quatrième proposition avancée, il s'agissait de permettre la création d'un label « réussite 33 » grâce auquel des collèges, identifiés, en difficultés pourraient avoir accès à de nombreux services supplémentaires afin de créer des conditions optimales pour la réussite des élèves.

En permettant la recréation des conditions de la mixité sociale, des effets positifs et pérennes pourraient intervenir sur le climat scolaire et donc sur le rapport des élèves à l'école. Au-delà de ces points, ces conditions pourraient être aux fondements d'une amélioration des dynamiques de classe ainsi que quant à l'orientation scolaire et professionnelle à la suite des passages dans ces établissements.

Cette labellisation permettrait de proposer toute une batterie d'avantages permettant à chacun des élèves de manifester son plein potentiel. De par des avantages financiers comme la mise en place de repas gratuits et d'une inscription à une licence sportive, il s'agirait de permettre à chaque enfant de partir d'un socle commun et d'une égalité certaine dès le collège. En permettant la mise en place de voyage ou séjour chaque année, de sortie culturelle ainsi que d'activités sportives sur les pauses méridiennes chaque élève aurait ainsi accès à des bases nécessaires à son épanouissement personnel.

Enfin, un troisième volet, par essence porté sur un accompagnement renforcé, donnerait la chance aux collégiens de ces établissements de bénéficier de la présence de travailleurs sociaux, d'activités de mentorat ainsi que d'interventions de la part d'associations afin de les accompagner au mieux dans leur construction d'eux-mêmes.



1) Une école publique en déperdition

Lors de cette deuxième journée de consultation, nombreux auront été les jeunes à faire part de l'état préoccupant de l'école publique aujourd'hui.

En effet, cette dernière a souvent été jugée comme dégradée et d'autant plus face à la montée en puissance des établissements privés. Ainsi, les jeunes consultés ont fait part d'une interprétation globale selon laquelle les écoles privées seraient envisagées comme étant les meilleures, et où les élèves subiraient de plein fouet la situation financière de leurs parents.

Trop souvent, les collégiens feraient face à des établissements avec trop peu d'options accessibles, restreignant ainsi leur choix, avec une réalité encore plus criante dans les territoires ruraux.

Cette interprétation négative de l'école publique reverrait aussi aux manques de moyens de ces établissements pour « s'ouvrir au monde » et donc à la construction d'un rapport positif à l'école, pour les jeunes.

Ces facteurs, jouant sur la relation des jeunes avec leur établissement scolaire, s'allierait avec l'impression d'un tri pratiqué par l'Education Nationale et à l'origine de la reproduction des inégalités sociales.

2) Repenser l'école : faire naître un accompagnement renforcé

L'objectif principale, et défendu, serait de repenser le modèle de l'Education Nationale. Pour ce faire, les jeunes se sont fait fort de promouvoir la mise en place d'options supplémentaires, dans les établissements scolaires, à des fins d'équité territoriale ainsi qu'un accompagnement individualisé ou, dans une moindre mesure, renforcé auprès des élèves.

Cette idée d'accompagnement reposerait donc par la mise en place d'activités sportives, de la mise en place d'activités de sensibilisation : sur les discriminations, les violences ou des sujets comme ceux de la nutrition. Accompagner les élèves serait synonyme aussi de favoriser les sorties extrascolaires pour permettre à chaque jeune de s'épanouir, tout en ne perdant pas de vue la prévention des situations de ruptures avec la mise en place de formations pour les équipes pédagogiques, ainsi que de rendez-vous « étape » sur la santé mentale des jeunes.

Se voulant égalitaire et inclusif, chaque jeune devrait avoir les mêmes moyens et donc la mise en place d'une aide financière aux parents pourraient permettre l'aide à l'achat de matériel à destinations des jeunes afin de promouvoir l'égalité des chances.

3) Retours des jeunes : la nécessité d'être mieux accompagner dans le parcours scolaire

Au fil des échanges autour de cette proposition, les jeunes ont fait part de leur volonté de voir la mise en œuvre de bon nombre d'animations au sein des collèges, portant aussi bien sur le sport que la culture, et pouvant avoir lieu en lien avec les parents. Toujours dans cette logique, les possibilités de voyages et de séjours organisés devraient se multiplier afin de permettre aux élèves de se nourrir d'une ouverture certaine au « monde ».



Les établissements pouvant être labellisés porteraient ainsi des mesures phares avec l'accès à la cantine gratuite pour les élèves ainsi que la proposition d'avoir un accompagnement important quant à l'orientation

Toujours face à cette veine de l'accompagnement, ces établissements se devraient de mettre en place un accompagnement à la scolarité renforcé avec des temps de devoirs établis au collège ainsi que d'interventions liées à des éducateurs spécialisés et des binômes de services civiques afin de prévenir les situations de ruptures. Autres mesures d'importance, ces accompagnements pourraient permettre de mettre en place une forme de tutorat ou de mentorat afin de permettre aux élèves de profiter de l'expériences et des retours de leurs pairs.

Les jeunes ont aussi fait part de l'importance de construire un vrai plan autour de la lutte contre les violences ainsi que le harcèlement. Le retour d'expériences, en tant qu'anciens collégiens, leur a permis de parler de l'importance de ces luttes face à des conséquences possiblement désastreuses sur la construction personnelle d'un individu. Toujours par leur retour, les jeunes du groupe ont manifesté le besoin de tenter de construire des valeurs fédératrices et collectives au collège afin de rompre avec la dynamique individualiste en marche dans nos sociétés.

E) S'épanouir dans son corps et sa sexualité

L'idée ici serait de construire des formats éducatifs et pédagogiques, autour de la santé sexuelle, adaptés et dans l'air du temps : au travers de formats digitaux et ludiques.

De nombreuses thématiques seraient à prioriser d'après les jeunes allant du consentement, à la lutte contre les LGBT phobie, en passant par la déconstruction de la pornographie ou encore la contraception. L'objectif serait donc double en proposant un travail sur les représentations pour sortir des visions stéréotypées, grâce à l'intervention de pairs notamment, ainsi qu'en promouvant l'intermédiation sportive et culturelle. A l'occasion de cette après-midi fût présenté le podcast « Anecdote » travaillant sur les bases de la vie affective, avec de nombreux intervenants échangeant via le prisme de leurs expériences personnelles.

1) De la santé mentale à la santé sexuelle des jeunes

Au fil des échanges sur la journée, les jeunes ont fait remonter de nombreux obstacles pouvant compliquer l'épanouissement dans leur vie sexuelle et affective. En effet, pour beaucoup, La question de la santé mentale est un déterminant très fort de la santé sexuelle.

Souvent tiraillés entre des délais longs et la non-prise en charge, de nombreux jeunes, en situation de précarité, renonceraient donc à consulter des professionnels de la santé mentale. Pour bon nombre, le manque d'accompagnement psycho-social de la jeunesse serait un frein important à l'épanouissement personnel et pouvant avoir des incidences bien autres.

Cette question de l'accès aux soins, souvent liée aux déserts médicaux, renvoie aussi les difficultés pour les jeunes d'accéder à des informations, plus notamment sur la contraception. Souvent non-abordée dans les discussions familiales, la question de la sexualité semble parfois taboue hors cadre scolaire ou institutionnel.



Au fil des ateliers, les jeunes ont verbalisé leur peur d'être jugé sur ces questions alors que, pour beaucoup, les relations et ruptures amoureuses auraient des influences importantes sur leur quotidien. Cette difficulté à en parler viendrait, toujours selon eux, d'un manque criant de la connaissance de « codes » adaptés pour aborder le sujet.

Deux autres sujets sont revenus de manière importante dans les échanges de la journée. En effet, l'orientation sexuelle semble être un sujet plus que tabou pour les jeunes et notamment face à leur difficulté pour en parler. Pour aller plus loin, bon nombre de jeunes sont revenus sur la situation compliquée vécue par les personnes LGBT + dans leur quotidien. Deuxième point saillant, la précarité menstruelle fût un sujet prépondérant des échanges autour de la question de la santé sexuelle avec notamment des jeunes filles évoquant les difficultés financières pour accéder à des protections.

2) Renforcer les interventions sur la santé sexuelle

En s'emparant de la question de la santé sexuelle, les jeunes ont fait part de la nécessité de mieux connaître et accéder aux interventions autour de la contraception, du consentement ainsi que des violences sexuelles. Le maître mot serait donc de promouvoir des nouvelles formes de sensibilisation bienveillantes pour travailler ces questionnements omniprésents dans la construction de soi.

L'enjeu serait donc double, selon les jeunes : en proposant un accompagnement psychologique et social liée à la question de santé sexuelle, il s'agirait de promouvoir la construction optimale de chacun. La libération de la parole autour de ces sujets serait aussi un enjeu important et qui pourrait permettre de faire évoluer les mentalités.

3) Libérer la parole des jeunes

Face à la proposition d'agir sur la santé sexuelle des jeunes, il aura beaucoup été question d'aborder ce sujet autour de trois grandes thématiques :

- Le consentement
- Le genre
- La contraception
-

Les jeunes sont ainsi revenus sur la volonté d'agir sur cette question par le département. Pour eux, ce volontarisme ferait sens par un vrai travail sur les termes de santé sexuelle, aujourd'hui suremployés et obscurcissant un peu plus le sujet de la santé sexuelle. De plus, les jeunes ont manifesté l'envie de voir la question de la santé sexuelle démystifiée grâce à la mise en place de nouvelles formes d'activités de prévention ainsi que d'outils pouvant surpasser les codes et clichés.

L'idée serait belle et bien de construire de nouveaux canaux de diffusion pour parler de ces questions, et qui pourraient s'adapter aux différentes générations des jeunes girondines. En sortant de la technique, le désir des jeunes serait de voir se construire des interventions faisant écho à leurs réalités et à leurs expériences en leur laissant de la place pour s'exprimer et construire un vocabulaire adapté.



Conclusion

En optant pour une approche plus plongée dans le concret, l'idée de cette deuxième journée aura été de permettre aux jeunes de glisser de leur quotidien vers l'évaluation des premières mesures pensées comme fondatrices du futur plan jeunesse. En menant des réflexions individuelles et collectives sur les obstacles pouvant avoir été vécus dans leur quotidien, les jeunes ont pu se mettre à la recherche de solutions imaginées selon leurs expériences.

Armés de ces matériaux, l'organisation de la journée visait ensuite à leur proposer de reprendre les premières propositions pouvant être portées par le département. En y adjoignant leurs vécus et leurs premiers jets de solutions, les jeunes ont développé des réflexions individuelles et collectives afin de proposer un retour constructif éclairé par leurs besoins et leurs pratiques quotidiennes.

Le débat autour de la proposition du RAJe aura donc été l'occasion pour les jeunes d'aborder le sujet de l'autonomie financière. Les jeunes sont ainsi revenus sur la nécessité de promouvoir positivement ce revenu d'autonomie et d'en permettre l'accès facilement. Malgré cette proposition, les jeunes se sont fait fort de penser un lien avec une autre mesure consistant en la création d'un panel d'aides portant sur les activités culturelles, le logement, les loisirs, l'accès aux soins ainsi que bien d'autres.

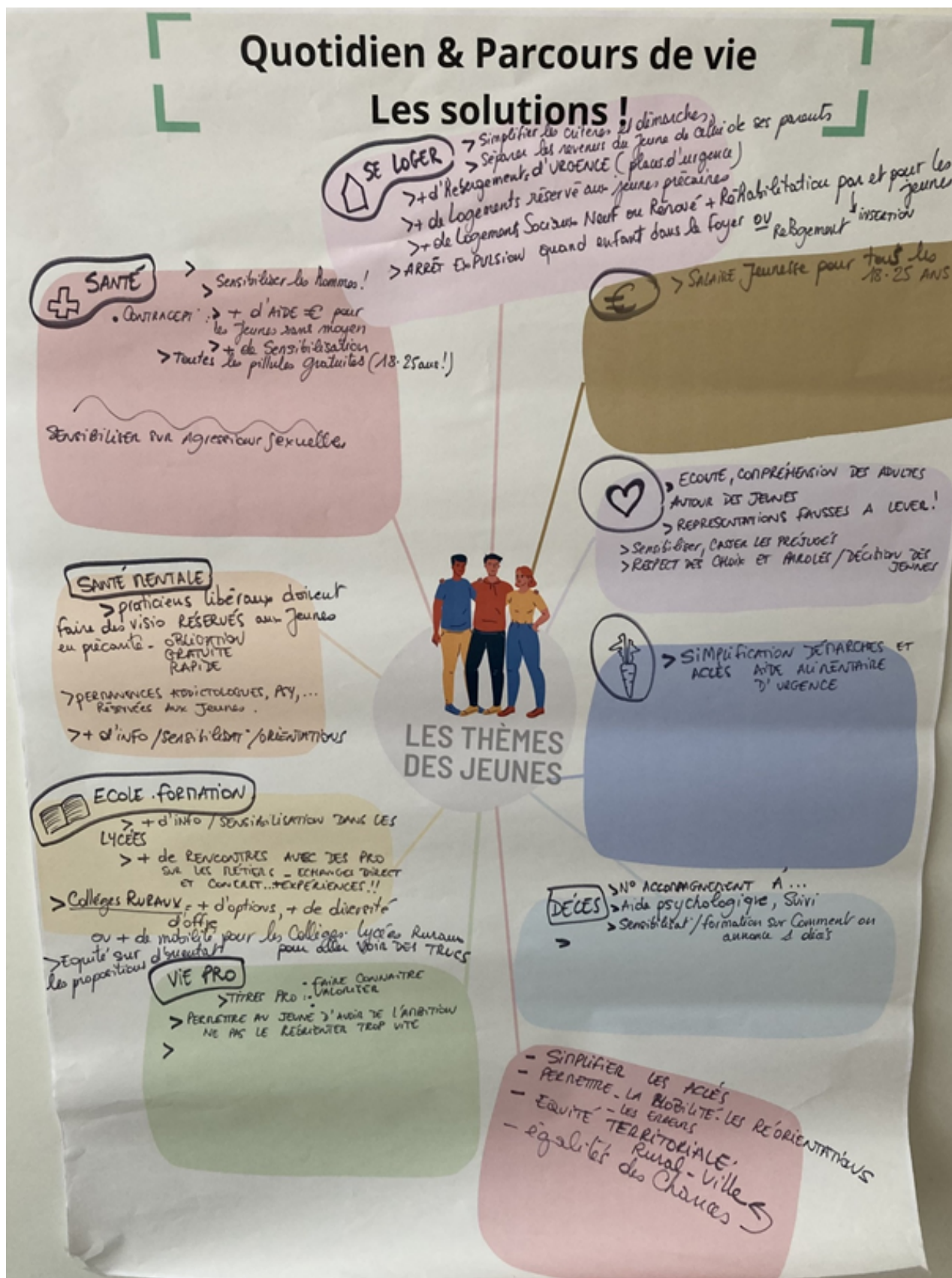
Concernant le logement, les jeunes ont fait part de leurs difficultés à accéder au logement de la recherche d'un bien locatif, à son accessibilité financière. Handicapés par des critères importants, cautionnement, garantie ou encore démarches administratives, les jeunes se sont également exprimés sur leurs difficultés à se projeter de manière pérenne dans un logement. Cette « interdiction » de se projeter manifesterait la peur de ne pas pouvoir régler les dépenses quotidiennes, liées à cause du coût des loyers ou de l'insuffisance des aides. Les jeunes consultés pensent ainsi nécessaire de prioriser la création d'une plateforme publique pourrait être un intermédiaire pour tenter de permettre un accès facilité aux aides comme aux options de logements disponibles.

Concernant la réflexion en cours sur la création d'un « pôle emploi jeunesse », les jeunes se sont saisis de cette proposition en soulignant l'importance de mettre en œuvre un travail sur l'orientation professionnelle dès que possible. En effet, la projection dans la carrière serait aujourd'hui très complexe et l'idée serait donc de permettre aux jeunes de retrouver de l'espoir ainsi que de la confiance dans leurs aspirations professionnelles. Dès lors, la mise en place de nouveaux modes d'informations et de communication s'avérerait nécessaire pour promouvoir une image positive de la fonction publique et replacer le « sens » comme déterminant majeur du choix d'une profession. L'enjeu, pour permettre cette recherche de sens, serait de promouvoir des stages en entreprises et en collectivités afin de replacer l'expérience comme levier principal de l'insertion professionnelle.

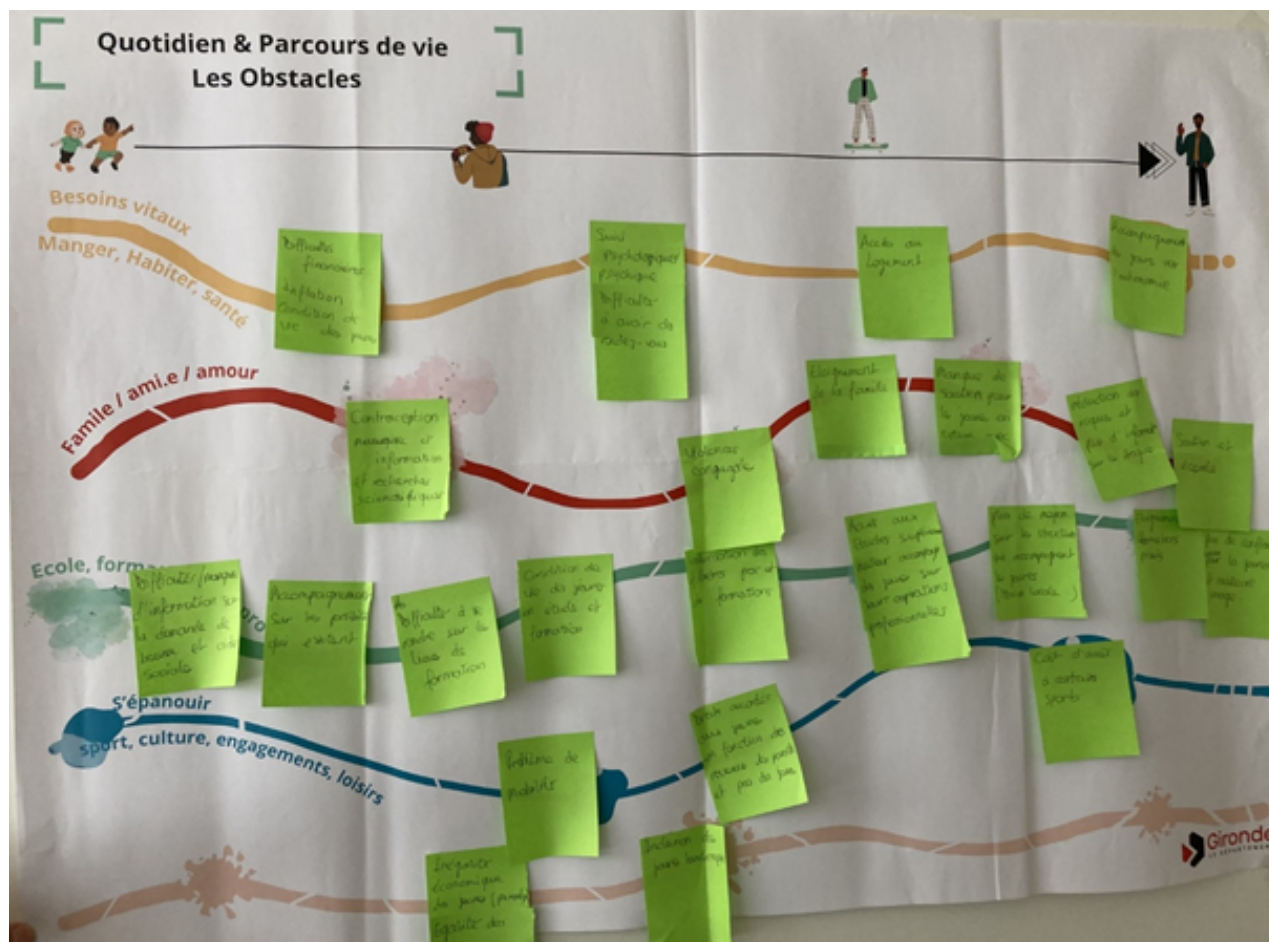
Concernant les actions à mener au sein des collèges les plus ségrégués du territoire, les jeunes privilégient le développement d'activités permettant d'ouvrir le champ des possibles. Les élèves en difficulté pourraient donc se trouver projeter dans une ouverture « au monde » s'adjoignant à la mise en place d'un accompagnement renforcé. Sur ce dernier point, la création d'options ainsi que d'activités extra-scolaires, avec l'appui de services civiques et éducateurs spécialisés, permettrait de promouvoir la construction de valeurs pour la construction optimale de chaque individu.

Enfin, concernant la santé sexuelle, les jeunes ont mis en lumière l'enjeu de travailler notamment sur les aspects liés à la santé mentale. L'idée serait par exemple de permettre aux jeunes d'avoir les codes nécessaires pour débloquer les mentalités et briser les tabous.



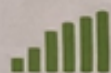


ANNEXE 2



Proposition
feuille de route Jeunesse
2024 - 2027

Le logement pour les
jeunes



AMPLIFIER

- L'accompagnement des jeunes dans l'accès au logement ! Marque d'indépendance / connaissance.
↳ communication.
- Les effectifs dédiés à l'accompagnement des jeunes.
- "Les expériences de vie collective" qui habitent à la vie en collectivité
- L'offre
- L'utilisation de logements / espaces vacants.
- Les préjugés ^{sur} les jeunes (des propriétaires).

- Un dispositif de soutien à la location des jeunes !
- Meilleurs identifier / inciter les propriétaires à louer aux jeunes (#Airbnb)
↳ en créant une plateforme publique ?
↳ Un "Tinder du logement" & Co propriétaire !

INVENTER



- Réduire l'incertitude suscitée par les divergences des interlocuteurs potentiels.
- La fracture informationnelle.
- Les frais d'accès au logement :
- caution
- arrandements...



ARRÊTER

REDUIRE



Compléments sur la proposition initiale:

- Accompagner les jeunes dans l'accès au logement
- Communiquer autour des solutions existantes y compris avec les propriétaires
- Recenser les logements disponibles
(sortir de la construction pour mieux utiliser les logements vacants).